

N° 5236²

CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 2003-2004

PROJET DE LOI

relative à l'affectation du résultat du compte général de l'exercice 2002

* * *

**RAPPORT DE LA COMMISSION DES FINANCES
ET DU BUDGET**

(3.5.2004)

La Commission se compose de: M. Lucien WEILER, Président; M. Claude WISELER, Rapporteur; MM. François BAUSCH, Alex BODRY, Emile CALMES, Lucien CLEMENT, Gast GIBERYEN, Gusty GRAAS, Norbert HAUPERT, Jeannot KRECKE, Jean-Paul RIPPINGER et Serge URBANY, Membres.

*

1. LE CONTEXTE ECONOMIQUE EN 2002

Durant l'exercice 2002, la croissance économique s'élevait à 1,1%. Elle était faible par rapport à la moyenne réalisée lors des quinze dernières années précédentes. Il faut remonter à 1992, voire 1995, pour trouver des taux de croissance aussi faibles (respectivement 1,6% et 1,4%). Cette croissance doit s'apprécier dans le contexte de la conjoncture internationale morose (croissance du PIB de 1,1% dans l'Union européenne) et de l'éclatement de la bulle boursière qui a frappé de pleine force le principal secteur économique luxembourgeois, le secteur financier.

Le ralentissement de la conjoncture a également eu un effet négatif sur la progression de l'emploi. Celle-ci a enregistré une nette décélération en 2002, le chômage a commencé à augmenter, même si le taux de chômage est resté faible dans la comparaison européenne.

*

2. L'EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE 2002

Monsieur le Ministre du Trésor et du Budget a déposé le 19 juin 2003 le projet de loi portant règlement du compte général de l'exercice 2002 (doc. parl. 5171). D'après ces chiffres, le budget définitif de l'exercice 2002 se présente comme suit:

	<i>Budget définitif 2002</i>	<i>Compte général 2002</i>	<i>Plus- ou moins-values</i>	<i>Variation en %</i>
<i>Budget courant</i>				
Recettes	5.935,2	6.149,4	214,2	3,6%
Dépenses	5.145,8	5.217,3	71,5	1,4%
Excédents	+ 789,4	+ 932,1	+ 142,7	—
<i>Budget en capital</i>				
Recettes	42,0	51,0	9,0	+ 21,4%
Dépenses	853,3	923,9	70,6	+ 8,3%
Excédents	- 811,3	- 872,9	- 61,6	—

	<i>Budget définitif 2002</i>	<i>Compte général 2002</i>	<i>Plus- ou moins-values</i>	<i>Variation en %</i>
<i>Budget total</i>				
Recettes	5.977,2	6.200,4	223,2	+ 3,7%
Dépenses	5.999,1	6.141,2	142,1	+ 2,4%
Excédents	- 21,9	+ 59,2	+ 81,1	—

Du côté des recettes, le compte de 2002 accuse une augmentation des recettes de 223,2 millions d'euros, soit 3,7%, par rapport au budget définitif de l'exercice 2002.

L'essentiel des plus-values provient des postes de recettes suivants:

- l'impôt sur les collectivités: + 113 millions;
- l'impôt sur la fortune: + 120 millions et
- la part du Luxembourg dans les recettes communes de l'UEBL: + 81 millions d'euros.

Par contre, les moins-values par rapport au projet de budget sont dues principalement à la taxe d'abonnement sur les titres de société (-106 millions), aux droits d'enregistrement (-95 millions) et à l'impôt retenu sur les traitements et salaires (-27 millions). Le rapporteur tient à souligner que les recettes fiscales restent, dans une certaine mesure, imprévisibles.

D'après le projet de loi 5171, l'essentiel de l'accroissement des dépenses de l'exercice résulte partiellement des alimentations additionnelles effectuées au profit de certains fonds de l'Etat. Parmi les principales dotations supplémentaires, il y a lieu de noter:

- la dotation extraordinaire du fonds pour l'emploi: +20 millions;
- l'alimentation du fonds d'équipement sportif national: +22 millions et
- l'alimentation du fonds pour le financement des infrastructures socio-familiales: +18 millions d'euros.

En 2002, il y a eu d'autres dépenses supplémentaires importantes:

- la participation de l'Etat au financement de l'assurance dépendance: +16 millions;
- les services publics ferroviaires assurés par la S.N. des C.F.L. en exécution de la convention conclue avec l'Etat: +17 millions;
- l'acquisition auprès du secteur des administrations publiques d'immeubles à incorporer dans le domaine de l'Etat: +46 millions et
- l'acquisition auprès de secteurs autres que le secteur des administrations publiques d'immeubles à incorporer dans le domaine de l'Etat: +20 millions d'euros.

*

3. L'AFFECTATION DE L'EXCEDENT DES RECETTES DE L'EXERCICE 2002

L'exécution du budget de 2002 n'était pas un exercice facile au vu de l'évolution du rythme de croissance de l'économie luxembourgeoise et des recettes fiscales en découlant. Néanmoins, l'exercice 2002 a pu se solder par un excédent des recettes définitives. Cet état des choses témoigne de la rigueur de l'exécution budgétaire à travers l'ensemble des départements ministériels, et notamment d'une excellente coordination de cette exécution au niveau du Département du Budget.

Conformément à la déclaration gouvernementale du 12 août 1999, les excédents des recettes du compte général sont affectés aux fonds d'investissement par la voie législative. Ainsi, pour l'affectation des quelque 59 millions d'euros de plus-values de l'exercice budgétaire 2002, le projet de loi sous rubrique propose de procéder à des dotations supplémentaires des cinq fonds suivants:

Fonds pour l'emploi	+ 20 millions
Fonds pour le financement des infrastructures socio-familiales	+ 17 millions
Fonds de la coopération au développement	+ 10 millions
Fonds du rail	+ 9 millions
Fonds pour les monuments historiques	+ 3 millions

Dès que cette affectation à charge de l'exercice 2002 est votée, le compte général de l'exercice peut refléter intégralement la situation financière de cet exercice.

Le choix des fonds à affecter est motivé par des dépenses substantielles auxquelles ces fonds devront faire face. Ces dépenses reflètent de près les priorités d'action de la majorité politique.

Considérant le ralentissement économique et la hausse du chômage, la dotation du Fonds pour l'emploi s'avère utile. En effet, la marge de manœuvre en matière d'indemnisation du chômage par ce fonds doit être maintenue.

La dotation supplémentaire de 17 millions au Fonds pour le financement des infrastructures socio-familiales est destinée à subvenir aux nombreuses infrastructures destinées au 3e âge en voie de réalisation.

Afin que le Fonds de la coopération au développement et ainsi le Luxembourg puissent assumer pleinement leur rôle dans la politique de développement bi- et multilatérale, une dotation supplémentaire est prévue à cette fin. Cette dotation souligne la volonté affirmée par la majorité politique d'accroître constamment l'effort luxembourgeois consenti à l'aide aux pays les plus démunis.

Par le biais de la dotation supplémentaire du Fonds du rail, le Gouvernement veut contribuer au financement des projets ferroviaires planifiés et votés, et partant assurer la base financière de la politique ambitieuse en matière d'infrastructures ferroviaires.

Le Fonds pour les monuments historiques est destiné à financer les dépenses non courantes en rapport avec l'organisation, la restauration et la construction de monuments historiques réalisées pour le compte de l'Etat. Citons à titre d'exemple les Châteaux de Vianden et d'Useldange, la Rotonde des C.F.L. à Bonnevoie, la Forteresse de Luxembourg et le Musée de la Forteresse.

*

4. AVIS DU CONSEIL D'ETAT/TRAVAUX DE LA COMMISSION

Le présent projet de loi a été déposé à la Chambre des Députés le 17 novembre 2003 par Monsieur le Ministre du Trésor et du Budget.

Dans son avis rendu le 20 avril 2004, le Conseil d'Etat n'a aucune observation particulière quant au texte du projet. Il *„constate que, d'un côté, l'estimation budgétaire se rapproche progressivement du résultat global de l'exercice, mais que, de l'autre côté, le montant des plus-values budgétaires disponibles pour alimenter les fonds d'investissement se rétrécit considérablement.“*

La Commission des Finances et du Budget a examiné le projet de loi et l'avis du Conseil d'Etat au cours de sa réunion du 3 mai 2004. Lors de cette même réunion, elle a désigné Monsieur Claude WISELER comme rapporteur et adopté le projet de rapport.

*

Compte tenu de ce qui précède, la Commission des Finances et du Budget recommande à la Chambre des Députés d'adopter le projet de loi sous rubrique tel que déposé par le Gouvernement.

*

5. TEXTE PROPOSE PAR LA COMMISSION

PROJET DE LOI relative à l'affectation du résultat du compte général de l'exercice 2002

Article unique.– L'excédent des recettes de l'exercice budgétaire 2002 est affecté, à charge de cet exercice budgétaire, pour un montant total de 59 millions euros à l'alimentation des fonds spéciaux ci-après:

- Fonds pour l'emploi: 20.000.000 euros
- Fonds du rail: 9.000.000 euros
- Fonds de la coopération au développement: 10.000.000 euros
- Fonds pour le financement des infrastructures sociofamiliales: 17.000.000 euros
- Fonds pour les monuments historiques: 3.000.000 euros

Le solde restant de l'excédent des recettes est porté au crédit du compte „report du solde des recettes et des dépenses courantes et en capital“.

Luxembourg, le 3 mai 2004

Le Rapporteur,
Claude WISELER

Le Président,
Lucien WEILER